

SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE : LES DIRIGEANTS INQUIETS, MAIS À L'OFFENSIVE

Marc DEBETS

- Vice-Président non exécutif du groupe Cubik
- Fondateur de ByO et Apexagri



La souveraineté économique constitue un enjeu essentiel en France, dont les vives réactions à la liquidation du groupe Brandt montrent la dimension symbolique.

Depuis 5 ans, le groupe Cubik mène une étude réalisée par OpinionWay auprès de 500 dirigeants d'entreprises représentatives du tissu économique français. Les résultats 2026, dont nous présentons ici quelques chiffres avant la sortie officielle, permettent d'en comprendre les tendances de fond, mais aussi de lire les réactions des dirigeants face à l'actualité.

Deux notions essentielles : criticité et dépendance

La souveraineté économique s'appuie sur deux critères sur lesquels nous interrogeons les dirigeants. Le premier est la criticité des ressources : plus un élément est critique, plus il peut impacter la capacité de production ou la rentabilité. Le second est la dépendance vis-à-vis de l'étranger sur ces éléments critiques, en termes de production ou d'approvisionnement.

Si les matières premières étaient citées comme les plus critiques lors de nos premières enquêtes, au fil des ans nous voyons apparaître une criticité systémique sur tous les types de ressources : biens d'équipements, R&D, données...

Sur ces éléments critiques, la dépendance vis-à-vis de l'étranger touche plus d'1/3 des entreprises en moyenne. Depuis le Covid, les acteurs économiques ont en effet pris conscience qu'ils étaient fortement dépendants de producteurs étrangers.

Le manque de souveraineté affecte la croissance et la compétitivité

Toutes les tailles d'entreprises sont désormais affectées par le manque de souveraineté, même les PME. 33 % des dirigeants estiment que ce manque de souveraineté met en péril la capacité de croissance de leurs entreprises. Le lien entre souveraineté et croissance est donc clair, alors que d'autres pays ont fait de leur souveraineté industrielle un choix stratégique pour nourrir leur croissance. La compétitivité de la France face aux Etats-Unis et à la Chine ne progresse d'ailleurs pas : ils sont respectivement 87 et 89 % des dirigeants à l'affirmer.

Toujours pas de relocalisations massives en vue

Pour sortir de ces dépendances, la relocalisation n'est toujours pas une solution envisagée pour 87 % des dirigeants. Et ce pour trois raisons principales : le coût du travail, l'instabilité réglementaire et fiscale, et les difficultés à trouver du personnel qualifié. Ces données sont malheureusement corroborées par le solde négatif d'ouvertures-fermetures d'usines en France. (Cf. études Trendeo)

Deux solutions privilégiées : innovation et efficacité opérationnelle

Dans ce contexte difficile, les dirigeants semblent toutefois être à l'offensive. L'innovation, citée par 76 % (+13 pts) des dirigeants, et l'efficacité opérationnelle, citée par 67 % (+9 pts), semblent être les deux leviers essentiels de leur compétitivité à venir.

Sur le plan de la compétitivité, 83 % des dirigeants d'ETI et de grands groupes estiment que leurs investissements en performance opérationnelle (conseil et transformation) ont été efficaces. Cela fonctionne ! Mais les PME sont en retard, puisque seuls 37 % de leurs dirigeants estiment que leurs investissements dans ces domaines ne sont pas couronnés de succès.

Une conviction : le besoin d'un cadre fiscal et réglementaire stable

L'amélioration de notre souveraineté passera par une meilleure gestion des interdépendances stratégiques et l'anticipation des mutations technologiques. Seules l'innovation et la performance globale permettront à nos entreprises de garder un chemin de croissance possible. Mais pour cela, les chefs d'entreprises ont une attente forte : celle de disposer d'un cadre réglementaire et fiscal

« Le lien entre souveraineté et croissance est donc clair, alors que d'autres pays ont fait de leur souveraineté industrielle un choix stratégique pour nourrir leur croissance. »

stable, qui fait défaut depuis quelques années. Il s'agit d'un enjeu vital pour la croissance de nos entreprises ! ●

Sources : Sondage réalisé par OpinionWay pour le groupe Cubik, auprès de 501 dirigeants d'entreprises représentatives de l'ensemble du tissu économique en France. 5^{ème} édition.

